



MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2005

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Montamisé
<u>Captage(s) :</u>	<i>Champ captant au supra toarcien (dogger) de : «Charassé»</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE POITIERS

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : Décembre 1995

Arrêté de DUP : **28/09/2000**

Inscription aux Hypothèques : 13/12/2000

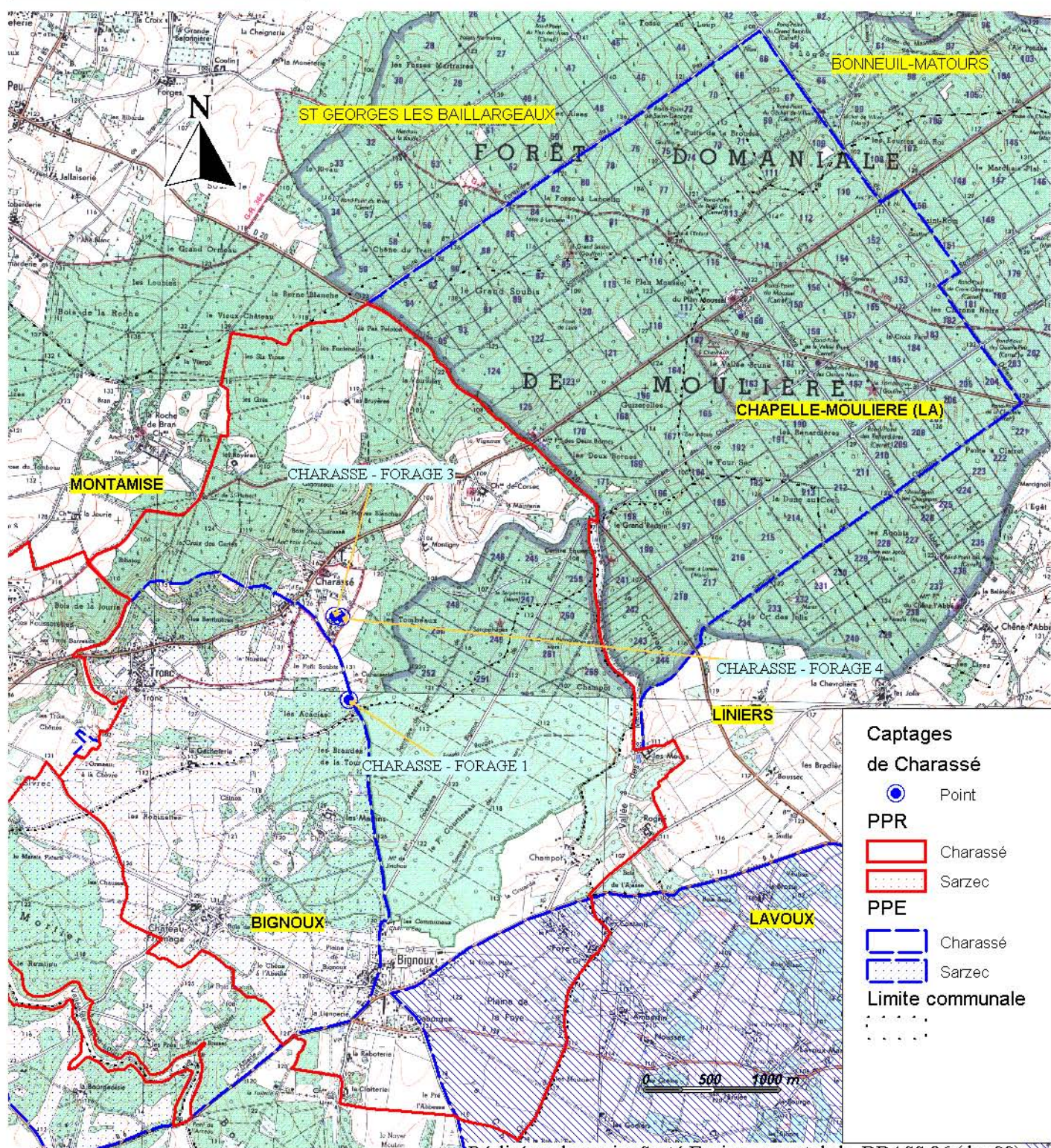
Pièces jointes à ce document : ➤ Cartographie des périmètres de protection
 ➤ Arrêté préfectoral de DUP



Commune de Montamisé périmètres de protection des captages de Charassé

Maîtres d'ouvrage : COMMUNAUTE D'AGGLOM. DE POITIERS

Gestionnaires : COMMUNAUTE D'AGGLOM. DE POITIERS



- Captages de Charassé**
- Point
- PPR**
- Charassé
 - Sarzec
- PPE**
- Charassé
 - Sarzec
- Limite communale**

PREFECTURE DE LA REGION
POITOU-CHARENTES
PREFECTURE DE LA VIENNE

Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt

Arrêté N° 2000 /DDAF/SFEE/471

en date du **18 SEP. 2000**

autorisant le prélèvement des eaux du champ captant de « Charassé » situé sur le territoire de la commune de Montamisé par la communauté d'agglomérations de Poitiers, et portant déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation de ces eaux souterraines,
- des travaux relatifs à l'exploitation et à la distribution de ces ressources en eau destinée à la consommation humaine, et à la mise en place des périmètres de protection.

**Le préfet de la région Poitou-Charentes,
préfet de la Vienne,**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le code rural dans sa partie ancienne, notamment l'article 113 relatif à la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 20 et L 20-1,

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment les articles 8 et 10,

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment les articles 4 et 5,

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau,

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 2°,

VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4 et 5 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 susvisé,

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégories,

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement,

VU le règlement sanitaire départemental,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996,

VU le dossier présenté par le pétitionnaire prenant en compte les avis de la commission des captages des 19 mars 1996, 20 novembre 1997 et 26 mai 1998,

VU les délibérations du conseil du district de Poitiers, en date des 06 août 1992 et 25 mai 1998 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit "Charassé" (commune de Montamisé) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésées par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ces forages,

VU l'avis de réception délivré le 21 décembre 1999 par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt,

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-D2/B3-005 du 10 Janvier 2000 prescrivant l'ouverture du 1^{er} mars au 31 mars 2000, sur les communes de Montamisé, Bignoux, Liniers, des enquêtes conjointes :

- * préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines,
- * préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection du captage,
- * parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 19 décembre 1995 et l'avis complémentaire en date du 5 février 1998,

VU l'avis du commissaire enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-D2/B3-231 en date du 28 août 2000 fixant un délai supplémentaire pour statuer sur la demande d'autorisation,

VU les avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France en dates des 19 novembre 1996, 10 février 1998 et 16 juin 1999,

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 14 septembre 2000,

Considérant l'absence d'observations du président de la communauté d'agglomérations de Poitiers, sur le projet d'arrêté,

Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

ARRETE

ARTICLE 1

- A) – Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du champ captant de « Charassé », commune de Montamisé ;
- B) – Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la communauté d'agglomérations de Poitiers relatifs :
- aux forages du champ captant de « Charassé », commune de Montamisé,
 - à la création de périmètres de protection de ce captage et l'institution des servitudes afférentes,
 - à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2

La Communauté d'agglomérations de Poitiers est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines, recueillies par les forages réalisés sur le territoire de la commune de Montamisé.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par la communauté d'agglomérations de Poitiers ne pourra excéder 400 m³/heure (soit 8000 m³/jour et 9000 m³/jour en pointe).

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, la communauté d'agglomérations de Poitiers devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la communauté d'agglomération à l'agrément du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 5

Conformément à l'engagement pris par la communauté d'agglomérations dans sa séance du 25 mai 1998, celle-ci devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6

Il est établi autour de l'ouvrage de forage, trois périmètres de protection dans les limites indiquées par l'hydrogéologue agréé, et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte I.G.N. annexée au présent arrêté.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

6.1 – PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Il concerne trois parcelles disjointes, limitées chacune par une clôture :

- la parcelle cadastrée section F n° 1180, d'une superficie de 4982 m² pour le forage F1,
- la parcelle cadastrée section F n° 1182, d'une superficie de 6862 m² pour le forage F2,
- la parcelle cadastrée section BN n° 33, d'une superficie de 5567 m² pour les forages F3 et F4.

L'accès de ces parcelles est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement fauché et débarrassé des produits de coupe.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau, y seront interdits.

6.2 – PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Il couvre une superficie de 1183 ha environ et concerne trois communes. :

Commune de Montamisé (moitié nord)

section AP

Vallée de Tronc : 1 à 65

section 1 R

La Négocé : 96 à 124

La Brosse : 125 à 136 ; 138 à 151 ; 177-178.

Tronc : 1-2 ; 4 à 22 ; 24 à 26 ; 29 à 42 ; 44 à 81 ; 83 à 95 ; 152 à 154 ; 156-157 ; 159 à 164 ; 167-168 ; 171-172 ; 175-176.

section AS

Les Grands Champs de la Gacheterie : 20 à 29
 Derrière les Clos : 1 à 9 ; 12 à 18 ; 111 à 127
 La Gacheterie : 30 à 56
 Les Sables : 84 à 103
 Vallée de la Nouzière : 76 à 83
 L'Ormeau à la Chèvre : 55 à 78 ; 108 .

section AT

La Bourderie : 1-2 ; 14 ; 16 à 19 ; 21 à 23 ; 24 à 26 ; : 46 à 71 ; 247 à 250 ; 253 à 255 ; 256-257.

section BM

Charassé : 1 à 6 ; 8 à 24 ; 26 à 30 ; 32 à 35 ; 38 à 40 ; 42 à 50.

section D

Le Pas Peloton : 64 ; 67-68 .
 Les Fontanelles : 63 .
 Les Grès : 69 ; 309 .
 Les Royères : 70 à 75 .
 La Roche : 52(pars) ; 54(pars)et 55(pars) ; 253.
 Les Six Trous : 62 .

section E

Le Vignoux : 190 ; 339 ; 342-343 .
 La Vauroulay : 140 à 144 .
 La Vigne à Navet : 193 ; 195 à 197 ; 340-341 .
 Les Pierres Blanches : 198 .
 Bois de Charassé : 199 ; 202 à 207 ; 345 ; 347 ; 361 .
 Les Bertinières : 249-250 ; 252 ; 355-356 .
 Ribaton : 107 à 111 .
 Gigouson : 116 à 122 .
 La Croix des Cartes : 112 à 115 .

section F

Charassé : 24 ; 26 ; 816 ; 914-915 ; 924-925
 Montigny : 27 à 30 ; 32 à 37 ; 867 ; 1063-1064 .
 Forêt de Moulière : 63à 73 .
 Corsecq : 56 à 59 ; 61-62 ; 4 à 47 ; 827 ; 855 ; 858 à 860 ; 864 à 866 ; 868 ; 871 à 876 ; 878 à 880 ;
 1080 à 1088 ; 1090 ; 1168 à 1177.
 La Norette : 100 à 121 ; 123 à 130 ; 831 ; 851-852 ; 1166-1167 ; 1178-10179 .
 Les Grands Champs : 190 à 218 ; 811 .
 Les Acacias : 187 à 189 ; 817 ; 1080-1081.
 L Soubis : 1178-1179+ .
 La Cubaiserie : 182 ; 843 ; 845 à 850 ; 1082-1183 .

Commune de Bignouxsection A, dite de la Foye(1^{ère} feuille)

Pièce du Châtaignier : 36 à 40 ; 42-43 ; 304 ; 307 ; 416 ; 456-457 ; 459 ; 462 ; 532 ; 555 à 560 ;
 562-563 ; 576 à 581.

La Couarde : 52 à 55 ; 57 à 59 ; 62-63 ; 404 ; 468 ; 476 ; 493 ; 605 à 608 .

Champot : 45 à 48 ; 50-51 ; 434-435.

Petite Foye : 65 à 69 ; 71-72 ; 76 ; 301 à 303 ; 342 à 344 ; 360 à 366 ; 453-454 ; 553-554 ; 614-615.

La Grande Foye : 78 ; 81 ; 83 ; ; 308 ; 315 ; 325 ; 327-328 ; 407-4089 ; 420-425 ; 441-442 ; 488 à 492.

Forêt de Moulière : 1 à 36 .

section A, dite de la Foye(2^{ème} feuille)

La Foye : 217 à 228 ; 230 à 242 ; 299 ; 314 ; 329-330 ; 332-333 ; 394 ; 470-471 ; 499 à 501 ; 526-527 ; 617 619.

La Petite Foye : 184 ; 188 ; 190 à 192 ; 195 à 210 ; 213 ; 336-337 ; 428-429 ; 433 ; 443 à 445 ; 447 ; 464 à 467 ; 495 à 497 ; 504 à 507 ; 610 ; 612 ; 627 ; 629 à 635 ; 665 ; 725 à 729 .

La Plaine de la Foye : 243 ; 245 à 247 ; 249 à 255 ; 257 à 298 ; 338 à 341 ; 656 à 658 .

La Croix aux Geards : 175 à 178 ; 180-181 ; 351 ; 396-397 ; 474 ; 486-487 ; 584 ; 586-587 ; 620 ; 659-660 ; 667-668 ; 692-4702 ; 704 à 710 ; 712 à 717 ; 722 à 724 ; 730-731.

La Plaine de derrière la Garenne : 86 ; 88-89 ; 93 à 109 ; 113-114 ; 116 à 118 ; 306 ; 352 à 354 ; 357-358 ; 375 ; 398-399 ; 436-437 ; 536-537 ; 582 ; 592-594 ; 596 à 602 ; 625-626 ; 661 à 664.

Le Bourg : 128 à 131 ; 135 à 144 ; 146 à 148 ; 316 ; 321 ; 367 ; 369-370 ; 372 ; 381-382 ; 387-388 ; 390 ; 400 à 402 ; 409-410 ; 413 ; 481 ; 500 à 552 ; 583 ; 622 à 624 ; 638 à 647 ; 649 à 655 ; 734-735 .

La Caborgne : 149 à 151 ; 153 ; 156-157 ; 159 ; 163-164 ; 167 ; 317 ; 319-320 ; 415 ; 439-440 ; 478 ; 483 ; 485 ; 508 ; 511-512 ; 515 à 525 ; 533 ; 538 à 549 ; 564 à 575 ; 583 ; 590-591 ; 603 -604 ; 637 ; 732-733 .

section B, dite de Lirec (1^{ère} feuille)

Champ de la Raboterie : 2 ; 258 ; 269 ; 274 ; 278 à 281 .

Les Ferrières : 4-5 ; 2710-272a,b,c.

section B, dite de Lirec(2^{ème} feuille)

La plaine du Chaudron : 79 à 109 ; 111 à 119 ; 210a et b ; 262 à 266.

Les Prés de l'Abesse : 68-67 a et b .

Le Grand Champ : 64 ; 207 ; 215 ; 219 ; 226-227 ; 233 ; 235-236 ; 238 à 248 ; 252 à 255 ; 276.

section C ,dite de Château-Fromage(1^{ère} feuille)

Beigne-Chien : 28 à 31 ; 314 .

Plaine de Château-Fromage : 54 à 57 ; 59-60 ; 64 à 66 ; 290 à 294 ; 345-346 ; 408 à 410.

Château-Fromage : 32 à 37 ; 40 à 42 ; 44 à 52 ; 340 ; 342 à 344 ; 347-348 ; 450 ; 504-505

section C, dite de Château-Fromage(2^{ème} feuille)

Château-Fromage : 106-107 ; 109 à 112 ; 114 à 123 ; 286 ; 297 à 299 ; 302 ; 316 ; 387 à 392 ; ; 400-401 ; 428 à 430 .

Chêne l'Abeille : 132 à 136 ; 139 à 149 ; 153 ; 289 ; 411 ; 425-426 ; 434 ; 449 ; 452-464 .

Vallée Naudet : 206 à 212 ; 214 à 221 ; 224 ; 303 à 305 ; 319 ; 378-379 ; 420 à 424 ; 427 .

Plaine de Bignoux : 151 à 153 ; 156-157 ; 161 à 165 ; 169 ; 173 à 177 ; 179 ; 181 ; 186 à 188 ; 192 à 200 ; 203 à 205 ; 284 ; 287 ; 308 à 311 ; 320-321 ; 337-338 ; 393-394 ; 398 ; 402-405 ; 407 ; 431 à 433 ; 435-436 ; 465 à 470 ; 485-486 ; 488 ; 491 à 503 .

section D, dite des Martins(1^{ère} feuille)

1à4 ; 6 ; 8 à 11 ; 316(?)

Plaine de Château-Fromage : 51 à 60 ; 62 à 67 ; 69 à 72 ; 233 ; 251-252 ; 365 ; 425-426 .
 Chinon : 15-16 ; 18 à 20 ; 25 à 33 ; 231-232 ; 235 à 242 ; 273 ; 374-376.

section D, dite des Martins (2^{ème} feuille)

Brande de la Cour : 74 à 78 ; 287 ; 300 à 303 ; 305 à 307 ; 309 ; 321 ; 332 à 343.

Parc des Martins : 80-81 ; 86-87 ; 97 ; 253 ; 255-256 ; 258 ; 264-266 ; 268 ; 273 à 275 ; 278 ; 293 ; 314 ; 322 ; 324-325 ; 327 ; 344 à 348 ; 349 à 352 ; 388 à 404 .

Les Bornais : 198 à 207 ; 211 à 217 ; 228 ; 319 ; 328 à 331 ; 366-367.

Plaine de Bignoux : 173 ; 175 à 197 ; 358 à 361 ; 368-369.

Le Bourg : 103-104 ; 107 à 110 ; 111 à 116 ; 119 ; 121 ; 124 à 134 ; 137 ; 139 ; 141 à 143 ; 163 à 165 ; 167 ; 219 à 224 ; 226-227 ; 243 à 250 ; 271 à 279 ; 281 à 285 ; 295-296.

Secteur (A) éclaté : 138 ; 144 ; 147 à 161 ; 288 à 290 ; 298-299.

Commune de Liniers

section E, dite des Bradelières (2^{ème} feuille)

L'Ajasse : 178 à 185 ; 277

Champot : 247 à 250

Rogné : 162 à 170 ; 216 ; 231.

Le Vivier : 188 à 193 ; 195 ; 278 à 280 ; 324.

Les Meurs : 116 ; 118 ; 121-121 ; 143 ; 239 à 242 ; 251-252 ; 255 ; 257 ; 259 ; 261-262 ; 265 à 267 ; 287 à 289 ; 290 ; 292 a à h .

Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées dans ce périmètre.

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique,...) devront prescrire toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau.

La réglementation spécifique à prévoir sur le périmètre est détaillée ci-dessous, en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1.

1 : Le forage des puits est soumis à autorisation au delà de 8 m³/h(service police des eaux). L'importance d'un prélèvement éventuel sera définie en fonction de l'incidence, selon l'article 2, alinéa 4 du décret 93-742 du 29 mars 1993.

3 : Soumis à avis hydrogéologique, en fonction de la profondeur de l'excavation et de son utilisation, lorsqu'elle atteint les calcaires.

4 : Admis uniquement avec des matériaux physiquement et chimiquement inertes, non solubles et biologiquement non polluants.

6 : Garanties d'assainissement exigées excluant tout rejet direct d'effluent brut dans les calcaires. L'assainissement collectif sera réalisé pour le bourg et les zones d'urbanisation concentrée. Pour des villages ou des hameaux écartés, d'autres solutions peuvent être mises en œuvre respectant la non infiltration directe dans les calcaires : semi-collectif.

7 : Etanchéité des canalisations exigée pour le transport d'eaux usées d'origine domestique et protection renforcée pour les eaux usées d'origine industrielle.

8 : Soumise à autorisation préfectorale. La nature et le volume des produits, la distance aux captages sont à prendre en compte. L'étanchéité des conduites, l'imperméabilisation des tranchées dans les calcaires doivent être exigées.

9 : Admises à l'échelon domestique ou artisanal seulement, pour des quantités correspondant au plus à des besoins annuels, en réservoir étanche, aérien de préférence, ou à défaut faiblement enterré et à double paroi, non directement dans les calcaires.

10 : Soumises à autorisation préfectorale.

11 : Sur aire ou fosse bétonnée étanche, avec collecte des jus pour le fumier.

12 : Sur fond ou en réservoir étanche avec dispositif de récupération des jus d'égouttage.

13 : Infiltration directe d'eaux usées d'origine domestique interdite dans les calcaires. Cette exigence sera satisfaite en utilisant l'assainissement collectif en priorité, et selon le contexte, l'assainissement semi-collectif. (cf alinéa 6)

Le fonctionnement des installations existantes sera vérifié et une mise en conformité exigée en cas de défaillance.

15 : Soumis à autorisation préfectorale. Une interdiction stricte sera observée autour de la doline du « Petit Soubis » concernant les parcelles 1178 et 1179.

17 : Soumis au règlement sanitaire et départemental : déversement d'eaux usées et d'effluents interdit à l'intérieur du périmètre rapproché pour les constructions d'étables.

Pour la stabulation libre, l'aire d'affouragement devra être régulièrement déplacée, ou bien établie sur sol stabilisé, si le sous-sol calcaire est insuffisamment protégé (moins de 6 m de recouvrement argilo-sableux).

L'établissement d'étable ou de stabulation libre est interdit dans la zone protégée autour de la doline du « Petit Soubis » (cf alinéa 15).

18 et 19 : Avec une réserve pour la zone protégée autour de la doline du « Petit Soubis » où les deux activités seront interdites (cf alinéa 15).

20 : Dans le but de maintenir l'état des versants calcaires les plus proches des forages F3-F4 en les protégeant contre l'action érosive des agents climatiques, le déboisement est interdit dans la portion de la vallée de « Charassé » mentionnée sur la figure 79 bis du rapport de l'hydrogéologue agréé. L'interdiction porte également sur les secteurs boisés des « Acacias » et des « Tombeaux » autour des forages F1-F2 (figures 79 et 79 bis). Dans le cadre de la conservation nécessaire de ces sites forestiers, l'exploitation du bois est autorisée, mais non le dessouchage en vue d'une autre utilisation des parcelles correspondantes.

21 : Les plans d'eau à vocation touristique et ludique pour le public sont interdits. Les plans d'eau d'agrément sur des superficies restreintes seront soumis à avis hydrogéologique après étude géotechnique du projet et enquête d'environnement, permettant d'apprécier notamment l'étanchéité, la solidité des digues, la qualité des eaux recueillies.

22 : Toute activité de ce type est soumise à la réglementation spécifique en matière de rejet d'eaux usées.

23 : Les tranchées et déblais sont à éviter dans les calcaires. Aux points sensibles, des dispositifs seront étudiés pour se prémunir contre les déversements accidentels : rails de sécurité, fossés étanches, bacs de rétention.

6.3 – DEROGATIONS AUX INTERDICTIONS

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral après avis de l'hydrogéologue agréé et du conseil départemental d'hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

6.4 – PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Contigu au périmètre rapproché en limite de la forêt domaniale de Moulière, le périmètre de protection éloignée représente 1220 ha et est limité comme suit :

- au Nord-Ouest, la route forestière du Pas Peloton jusqu'au rond-point du Grand Remblai,
- au Nord-Est, la route forestière de Défens jusqu'au rond-point de La Chapelle et une partie des parcelles 150 et 151 au lieu-dit Saint Rom pour inclure le gouffre.
- au Sud-Ouest, le chemin forestier des Chaignons jusqu'à la Vallée des Meurs et aux Meurs

Le périmètre de protection éloignée est soumis à la réglementation générale.

Compte tenu de l'environnement exclusivement forestier, les mesures de protection proposées sont limitées au système Karstique, à trois niveaux :

1- Les gouffres absorbants répertoriés seront enclos pour en interdire l'accès et éviter une pollution directe par déversement de substances, chute de cadavres, etc.

Sont concernés : le gouffre de « Grand Soubis » à l'ouest,
le gouffre du « Puits de la Brousse » au nord
le gouffre de « Saint Rom » à l'est,
le gouffre du « Tombereau » à l'est,
le gouffre de la « Vallée Brune » au centre.

Les parties encloses sont à considérer comme des portions disjointes du périmètre de protection rapprochée.

2- L'entretien des fossés qui véhiculent les eaux vannes sera assuré au voisinage des gouffres et en amont, notamment pour celui du « Grand Soubis » situé dans la haute vallée de Charassé. Cette mesure pourrait faire l'objet d'un accord ou d'une convention avec l'office national des forêts.

3- L'évolution karstique sera surveillée pour déceler l'apparition éventuelle de nouveaux points d'absorption nécessitant d'être protégés, tout particulièrement sur le trajet de la vallée de Charassé et des thalwegs adjacents.

ARTICLE 7 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au préfet du département concerné, en précisant :

- * la localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- * les dispositions prévues pour parer aux risques précités ;
- * il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par un hydrogéologue agréé, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées, visées à l'article 6.2 du présent arrêté, pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9

Le président de la communauté d'agglomérations est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 10 – SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64-1245 du 16 décembre 1964 et par les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois), ainsi qu'à la formalité de la mise à jour du plan d'occupation des sols (délai maximal 3 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le président de la communauté d'agglomérations est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 12

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires applicables avant l'intervention de cet acte et relevant notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et de la protection de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX**ARTICLE 13**

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89-3 modifié. Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution. Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de cette direction.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 14 – INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera déposé dans les mairies de Montamisé, Bignoux et Liniers. Un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par chacun des maires concernés et retourné à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (service forêt, eau, environnement) – 20 rue de la Providence – BP 537 – 86020 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

ARTICLE 15

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

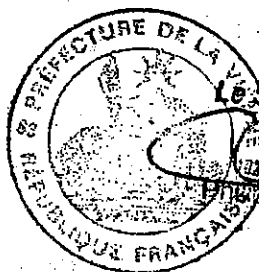
ARTICLE 16 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président de la communauté d'agglomérations de Poitiers, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
Poitiers, le 10 OCT. 2000
L'Ingénieur en Chef
Directeur Départemental
de l'Agriculture
L'Ingénieur des Travaux Ruraux

Poitiers, le ¹

28 SEP. 2000



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

PHILIPPE PAOLANTONI

LE YON

¹ Vous disposez d'un délai de deux mois suivant le présent arrêté pour : soit saisir d'une requête gracieuse le préfet de la Vienne ; soit saisir d'un recours hiérarchique le ministre de l'agriculture ; soit de saisir d'un recours contentieux le président du tribunal administratif de Poitiers.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de quatre mois depuis la date du recours, il y a rejet implicite et le tribunal administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce délai de quatre mois.

COMMUNE: Montamisé
SYNDICAT: District de Poitiers

PORT D'EAU: Champ captant de Charassé
DATE: 29 décembre 1995

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Intention	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forage ou de puits			X		X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations		X			X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'ordures, de déchets, de produits résidués et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'établissement de toute construction superficielle ou souterraine, même provisoire autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées		X			X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux		X			X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X			X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11		X			X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X			X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique		X			X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 11			X		X
15	L'épandage de lèzes, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire		X			X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres		X			X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
20	Le déboisement		X			X
21	La création d'étangs		X			X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes		X			X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
24						

(1) Réglementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale existante ou future (POS, RSD, ...)